

# Communiqué CSC francophone



3 juin 2026

## **PASSAGE EN FORCE AU PARLEMENT DE LA FWB :**

### **UN RÈGLEMENT N'EST PAS UNE VARIABLE D'AJUSTEMENT POLITIQUE**

Alors que la mobilisation du monde de l'enseignement ne cesse de croître contre les réformes annoncées dans le projet de décret-programme 2, le gouvernement MR-Engagés a décidé de passer une fois de plus en force, faisant fi du règlement du parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

En effet, le Président du parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles a décidé de s'affranchir des recommandations du greffe et de ne pas faire appliquer les articles 55 et 26, 7° du règlement de l'institution dont il est pourtant le garant — dispositions qui organisent respectivement le bon déroulement des travaux parlementaires et des délais de latence entre l'examen des textes en commission et en séance plénière. Le règlement n'est pourtant pas une variable d'ajustement politique ; il s'impose à tous, majorité comprise.

La CSC francophone demande que toute la lumière soit faite sur les procédures en cours et passées, que notre processus démocratique ainsi que ses garde-fous soient strictement respectés et insiste pour qu'aucun vote n'ait lieu dans ces conditions détestables.

Nous sommes face à une atteinte grave à la qualité des débats démocratiques. Si l'on accepte aujourd'hui qu'une majorité puisse ignorer les recommandations du greffe et marginaliser les voix de l'opposition à la conférence des présidents et imposer un calendrier rognant sur les délais d'examen et de délibération de textes aussi structurants qu'un décret-programme, alors c'est la porte ouverte à toutes les dérives.

Demain, tous les secteurs de la Fédération pourront être affectés par des textes adoptés à marche forcée, sans débat approfondi, sans expertise suffisante, sans évaluation sérieuse de leurs impacts. Ce n'est pas une question de procédure. C'est une question de qualité de la loi, donc de protection des citoyennes et des citoyens.

Au-delà de déplorer cette atteinte au fonctionnement démocratique du parlement de la FWB, la CSC francophone réaffirme qu'aucune mesure politique ne peut correctement être mise en place sans concertation et sans prise en compte de ce qui se vit sur le terrain.

Les dernières mobilisations, rassemblant fédérations de PO, enseignants, élèves, étudiants, parents expriment très clairement le rejet du projet de société porté par le MR et Les Engagés à travers les réformes qui touchent le monde de l'enseignement. Ces acteurs doivent être entendus par le gouvernement de la FWB afin de discuter de la faisabilité des réformes annoncées ainsi que des conséquences néfastes qu'elles auront sur la jeunesse si elles ne sont pas adaptées aux réalités de terrain.

Le constat est aujourd'hui sans appel : le gouvernement azur persiste dans une logique de passage en force. Absence d'écoute de la concertation sociale, refus d'entendre les experts en commission, réduction des espaces de débat démocratique. Cette accumulation de fermetures interroge frontalement le fonctionnement même de notre démocratie. À ce rythme, ne restera-t-il bientôt plus que la mobilisation sociale pour se faire entendre ?